

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE
PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

CASE CONCERNING THE
CONTINENTAL SHELF

(TUNISIA/LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA)

VOLUME I

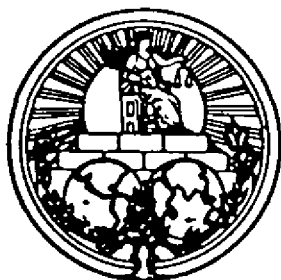
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

AFFAIRE
DU PLATEAU CONTINENTAL

(TUNISIE/JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE)

VOLUME I



Abbreviated reference :

I.C.J. Pleadings, Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya), Vol. I

Référence abrégée :

C.I.J. Mémoires, Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne), vol. I

Sales number
N° de vente :

489

CASE CONCERNING THE CONTINENTAL SHELF
(TUNISIA/LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA)



AFFAIRE DU PLATEAU CONTINENTAL
(TUNISIE/JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE)

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

CASE CONCERNING THE
CONTINENTAL SHELF

(TUNISIA/LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA)

VOLUME I

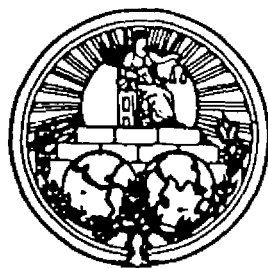
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

AFFAIRE
DU PLATEAU CONTINENTAL

(TUNISIE/JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE)

VOLUME I



The case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, entered on the Court's General List on 1 December 1978 under number 63, was the subject of Judgments delivered on 14 April 1981 (*Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya), Application to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1981*, p. 3) and 24 February 1982 (*Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya), Judgment, I.C.J. Reports 1982*, p. 18).

The pleadings and oral arguments in the case are being published in the following order :

- Volume I. Special Agreement : Memorials of Tunisia and the Libyan Arab Jamahiriya.
- Volume II. Counter-Memorials of Tunisia and the Libyan Arab Jamahiriya.
- Volume III. Annexes to the Counter-Memorial of the Libyan Arab Jamahiriya (concluded) : Application by Malta for Permission to Intervene, and consequent proceedings.
- Volume IV. Replies of Tunisia and the Libyan Arab Jamahiriya : commencement of Oral Arguments.
- Volume V. Conclusion of Oral Arguments : Documents submitted to the Court after closure of the written proceedings : Correspondence.
- Volume VI. Maps, charts and illustrations.

Certain pleadings and documents are reproduced photographically from the original printed text.

In addition to the normal continuous pagination, this edition features on the inner margin of pages a bracketed indication of the original pagination of the Memorials, the Counter-Memorials, the Replies and certain Annexes.

In internal references, bold Roman numerals (in the text or in the margin) are used to refer to Volumes of this edition, whereas page numbers refer as appropriate to the bracketed pagination.

The main maps and charts will be reproduced in a separate volume (Vol. VI), with a renumbering, indicated by ringed numerals, that will also be added in the margin in Volumes I-V wherever corresponding references appear : the absence of such marginal reference means that the map or illustration is not reproduced in the present publication.

Neither the typographical presentation nor the spelling of proper names may be used for the purpose of interpreting the texts reproduced.

L'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*, inscrite au rôle général de la Cour sous le numéro 63 le 1^{er} décembre 1978, a fait l'objet d'arrêts rendus le 14 avril 1981 (*Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1981*, p. 3) et le 24 février 1982 (*Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne), arrêt, C.I.J. Recueil 1982*, p. 18).

Les pièces de procédure écrite et les plaidoiries relatives à cette affaire sont publiées dans l'ordre suivant :

- Volume I. Compromis : mémoires de la Tunisie et de la Jamahiriya arabe libyenne.
- Volume II. Contre-mémoires de la Tunisie et de la Jamahiriya arabe libyenne.

Volume III. Annexes au contre-mémoire de la Jamahiriya arabe libyenne (suite et fin) : requête de Malte à fin d'intervention et procédure y relative.

Volume IV. Répliques de la Tunisie et de la Jamahiriya arabe libyenne : début de la procédure orale.

Volume V. Suite et fin de la procédure orale : documents présentés à la Cour après la fin de la procédure écrite : correspondance.

Volume VI. Cartes et illustrations.

Certaines pièces sont photographiées d'après leur texte imprimé original.

Outre leur pagination continue habituelle, les volumes de la présente édition comportent, entre crochets sur le bord intérieur des pages, l'indication de la pagination originale des mémoires, des contre-mémoires, des répliques et de certaines de leurs annexes.

S'agissant des renvois, les chiffres romains gras (dans le texte ou dans la marge) indiquent le volume de la présente édition, mais les numéros de page visent, lorsqu'il y a lieu, la pagination entre crochets.

Les principales cartes seront reproduites dans un volume séparé (VI) où elles recevront un numérotage nouveau indiqué par un chiffre cerclé. Dans les volumes I à V, les renvois aux cartes du volume VI sont portés en marge selon ce nouveau numérotage, et l'absence de tout renvoi à la présente édition dénote une carte ou illustration non reproduite.

Ni la présentation typographique ni l'orthographe des noms propres ne sauraient être utilisées aux fins de l'interprétation des textes reproduits.

CONTENTS - TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Special Agreement - Compromis	
COMPROMIS ENTRE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE ET LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE	3
SPECIAL AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF TUNISIA AND THE SOCIALIST PEOPLE'S LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA.	21
Mémoire de la Tunisie	
INTRODUCTION	31
PREMIÈRE PARTIE. LA GENÈSE DU DIFFÉREND ET SA SOUMISSION À LA COUR	32
Chapitre premier. La genèse du différend	32
Section I. Les premières négociations entre les parties (1968-1976)	34
Section II. La crise de 1976-1977	37
Section III. Le dénouement de la crise et la soumission du différend à la Cour (1977).	45
Chapitre II. Le compromis du 10 juin 1977	47
Section I. Les questions posées à la Cour (art. 1)	47
§ 1. La première question.	48
§ 2. La seconde question	53
Section II. L'application de l'arrêt par les Parties (art. 2 et 3)	54
§ 1. La détermination de la ligne de délimitation (art. 2)	54
§ 2. Les délais de mise en application de l'arrêt (art. 3)	54
§ 3. Le caractère obligatoire des arrêts de la Cour (art. 3)	55
Section III. La procédure (art. 4)	56
DEUXIÈME PARTIE. LES DONNÉES NATURELLES ET HISTORIQUES PROPRES À LA RÉGION	58
Chapitre III. Données géographiques propres à la région considérée	58
Section I. Géographie physique	58
§ 1. Situation générale de la Tunisie et de la Libye dans le bassin méditerranéen	58
1. Situation de la Tunisie	59
2. Situation de la Libye	60
§ 2. Situation des deux pays l'un par rapport à l'autre	60
§ 3. Caractères essentiels des côtes de la Tunisie et de la Libye.	61
A. Configuration générale des côtes.	61
1. Les côtes de la Tunisie	61
2. Les côtes de la Libye	61
B. Particularités géographiques	62

	<i>Page</i>
1. La Tunisie	62
<i>a)</i> L'archipel des Kerkennah et ses hauts-fonds	62
<i>b)</i> Les îles Kneiss et leurs bancs	64
<i>c)</i> L'île et les hauts-fonds de Djerba	65
<i>d)</i> Les hauts-fonds et les îlots des Bibans	65
2. La Libye	66
Section II. Géographie économique et humaine	67
§ 1. La Tunisie	67
A. Population et revenu moyen par habitant	67
B. Structure actuelle de l'économie et perspectives d'évolution	67
C. Ressources naturelles	68
1. Ressources pétrolières	68
2. Ressources non pétrolières	69
§ 2. La Libye	70
A. Population et revenu moyen par habitant	70
B. Structure actuelle de l'économie et perspectives d'évolution	71
C. Ressources naturelles	71
1. Ressources pétrolières	71
2. Ressources non pétrolières	72
Chapitre IV. Les droits historiques de la Tunisie	73
Section I. L'unité de la zone couverte par les titres historiques	76
§ 1. L'unité écologique	77
A. La pauvreté du milieu terrestre	77
1. L'aridité de la région	77
2. L'insuffisance de l'agriculture	79
B. La richesse du milieu marin	79
1. La fertilité du sol sous-marin	80
2. La prolifération de la flore	80
3. L'abondance de la flore et de la faune	81
§ 2. L'unité économique	83
A. L'ancienneté de l'exploitation	83
B. Les données actuelles de l'exploitation	84
<i>a)</i> Sur le littoral	85
<i>b)</i> Sur les îles	86
Section II. L'exercice constant de la souveraineté tunisienne sur le golfe de Gabès	88
§ 1. L'exercice de la souveraineté tunisienne sur les pêcheries sédentaires à raison d'installations fixes	89
A. Le rattachement traditionnel des pêcheries au régime territorial d'appropriation	89
1. Les actes d'autorité publique organisant l'appropriation	89
2. Les actes de propriété privée	92

	<i>Page</i>
B. L'adaptation du régime traditionnel d'appropriation aux nouvelles règles de la domanialité publique	95
1. La soumission de principe des anciens titres de propriété aux nouvelles règles de la domanialité publique	95
2. Le nouveau régime d'exploitation des pêcheries fixes	97
§ 2. L'exercice de la souveraineté tunisienne sur les pêcheries sédentaires à raison des espèces capturées	98
A. La période précoloniale	99
B. L'époque coloniale et postcoloniale	100
1. La fixation des frontières maritimes	100
a) L'instruction du directeur des travaux publics du 31 décembre 1904	100
b) Le décret beylical du 26 juillet 1951	103
c) Les lois du 30 décembre 1963 et du 2 août 1973	103
2. Les manifestations des droits de contrôle et de surveillance exercés par la Tunisie	103
Section III. La tolérance internationale de la souveraineté tunisienne sur le golfe de Gabès	105
§ 1. En matière législative et réglementaire	106
§ 2. En matière de police et de justice	107
§ 3. En matière fiscale	108
Chapitre V. Les données géomorphologiques et le prolongement de la Tunisie sous la mer	112
Section I. Variations de la ligne du rivage et prolongement de la Tunisie sous la mer	113
§ 1. A l'échelle des temps historiques	113
A. Le témoignage archéologique	113
B. Le témoignage de l'histoire géographique	116
Les Kerkennah	116
L'île de Djerba	117
Les îles Kuriat	117
L'île Zirou	117
§ 2. A l'échelle des temps géologiques récents	118
Section II. Données morphologiques et prolongement de la Tunisie sous la mer	122
§ 1. Vue d'ensemble des fonds de la mer Ionienne	122
1. Le « plateau tunisien »	122
2. Le golfe de Gabès	123
3. Le sillon tripolitain	123
4. La cuvette du golfe de Syrte	124
5. Le plateau de Melita et de Medina	124
6. La plaine abyssale ionienne	124
§ 2. Continuité morphologique entre la Tunisie orientale et méridionale et les masses sous-marines adjacentes	124
A. L'interpénétration terre-mer	125

	<i>Page</i>
B. La parenté morphologique, manifestation de la continuité naturelle entre la Tunisie orientale et méridionale et les zones sous-marines adjacentes	126
C. La similitude entre la forme des côtes et la forme des reliefs terrestre et sous-marin, expression de la continuité naturelle de la Tunisie sous la mer	127
§ 3. L'alignement morpho-structural ouest-est	129
A. La zone des dépressions	130
B. La transversale ouest-est	130
Section III. Données sédimentologiques et géologiques et prolongement de la Tunisie sous la mer	131
§ 1. « Le plateau tunisien » et le golfe de Gabès, unités sédimentologiques homogènes	132
A. Les études sédimentologiques publiées dans la revue <i>Géologie méditerranéenne</i> (1979) : le « plateau tunisien » et le golfe de Gabès siège d'une sédimentation biogénique spécifique	132
B. L'étude de E. M. Emelyanov	133
§ 2. Le prolongement de la Tunisie sous la mer, une réalité géologique	133
A. L'alignement géologique ouest-est de la Tunisie	134
a) La Tunisie du Nord	134
b) La Tunisie centrale et orientale	135
c) La Tunisie méridionale	135
B. L'homogénéité du faciès stratigraphique dans la direction ouest-est	136
Section IV. Les données de la physiographie comme critère d'individualisation des zones marines et de leur rattachement aux ensembles continentaux adjacents	137
NOTES COMPLÉMENTAIRES AU CHAPITRE V	143
Note complémentaire n° 1: Description morphologique du plateau tunisien	143
Note complémentaire n° 2: Parenté morphologique entre le plateau tunisien et la Tunisie orientale	143
Note complémentaire n° 3: Le caractère particulier de la sédimentation actuelle du plateau tunisien	145
Note complémentaire n° 4: Le golfe de Gabès, un écosystème particulier (M. Bouchlal)	145
Les ressources halieutiques et leurs relations avec le golfe de Gabès	147
1) Le stock d'éponges	147
2) Le stock de merlu	147
3) Le stock de rouget	148
4) Le stock des sparidés	149
5) Le stock d'anchois	149
6) Le stock de crevettes	149

	<i>Page</i>
TROISIÈME PARTIE. LES PRINCIPES ET RÈGLES DE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLES	151
Chapitre VI. Définition et régime juridique du plateau continental	151
Section I. Les origines du régime juridique	152
§ 1. La proclamation Truman de 1945	152
§ 2. La Commission du droit international de 1950 à 1956	153
§ 3. La conférence de Ciudad Trujillo	155
§ 4. La huitième session de la Commission du droit international	156
§ 5. La conférence de Genève de 1958	157
Section II. La reconnaissance judiciaire	160
§ 1. Les affaires du <i>Plateau continental de la mer du Nord</i>	160
§ 2. La sentence arbitrale franco-britannique de 1977	162
Section III. La troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	163
Chapitre VII. Les principes et règles du droit international applicables à la délimitation du plateau continental	166
Section I. La règle de délimitation selon les principes équitables	166
Section II. La règle prescrivant la prise en considération des circonstances pertinentes	170
Section III. Les méthodes de délimitation et leurs relations avec les principes équitables	172
QUATRIÈME PARTIE. L'APPLICATION À LA SITUATION PRÉCISE DES PRINCIPES ET RÈGLES DE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLES	175
Chapitre VIII. L'application des principes et règles de droit international compte tenu des principes équitables et des circonstances pertinentes propres à la région	175
Section I. Les droits historiques	176
Section II. Le prolongement naturel	176
A. Chaque Etat doit avoir tout le prolongement naturel de son territoire sous la mer : mais sans empiéter sur le prolongement naturel du territoire de l'autre Etat	177
1. La Tunisie	178
a) Continuité géologique	178
b) Continuité morphologique	179
2. La Libye	179
3. La relation entre la Tunisie et la Libye	180
B. Le prolongement le plus naturel	181
Section III. Les circonstances pertinentes	181
§ 1. La configuration générale de la côte de la Tunisie orientale	182
§ 2. La position de la frontière sur la côte	183
§ 3. Les effets d'autres délimitations	183
Chapitre IX. Les modes pratiques de mise en application des principes et règles du droit international applicables	184
CINQUIÈME PARTIE. CONCLUSIONS	201
GLOSSAIRE	203

Annexes au mémoire de la Tunisie

<i>Annexe 1.</i> Arrêté du secrétaire d'Etat au plan et à l'économie nationale du 21 octobre 1966, portant institution du permis de recherche du deuxième groupe, constitué par six cent cinquante-cinq (655) permis élémentaires, portant les numéros 120.705 à 121.359 inclus, dit « permis complémentaire off-shore du golfe de Gabès »	206
<i>Annexe 2.</i> Arrêté du ministre de l'économie nationale du 21 mars 1972, portant institution d'un permis de recherche de substances minérales du deuxième groupe, dit « permis oriental du golfe de Gabès », au profit des compagnies Aquitaine Tunisie, ERAP, CFP et Agip SpA . . .	209
<i>Annexe 3.</i> Arrêté du ministre de l'économie nationale du 18 mars 1976, portant institution d'un permis de recherche de substances minérales du deuxième groupe, dit « permis sud-oriental du golfe de Gabès »	210
<i>Annexe 4.</i> Arrêté du ministre de l'économie nationale du 8 avril 1974, portant transfert du permis de recherche des substances minérales du deuxième groupe, dit « permis oriental du golfe de Gabès »	212
<i>Annexe 5.</i> Accord du 1 ^{er} février 1963 entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement de la République italienne relatif à la pratique, par les pêcheurs italiens, de la pêche dans les eaux tunisiennes	214
<i>Annexe 6.</i> Accord du 20 août 1971 entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement de la République italienne relatif à la pratique de la pêche dans les eaux tunisiennes par des nationaux italiens	218
<i>Annexe 7.</i> Accord du 19 juin 1976 entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement de la République italienne relatif à la pêche dans les eaux tunisiennes par des nationaux italiens	219
<i>Annexe 8.</i> Compte rendu de mission de la délégation tunisienne (mission du 15 au 20 juillet 1968)	221
<i>Annexe 9.</i> Lettre du 20 mars 1971	224
<i>Annexe 10.</i> Note verbale 71/1125 du 24 novembre 1971	226
<i>Annexe 11.</i> Note verbale 1/5/66 du 7 juin 1972	227
<i>Annexe 12.</i> Note 155/72 du 13 juin 1972	228
<i>Annexe 13.</i> Spécial Tripoli, n° 67, du 14 juin 1972	229
<i>Annexe 14.</i> Note d'ambassade n° 158/72 du 17 juin 1972	229
<i>Annexe 15.</i> Note MK 1/5/66-2637 du 19 juin 1972	230
<i>Annexe 16.</i> Compte rendu de la mission tunisienne à Tripoli des 26 et 27 juillet 1972	231
<i>Annexe 17.</i> Communiqué commun tuniso-libyen paru à l'issue de la visite du colonel Moammar el Kaddafi effectuée au cours de la période du 8 au 13 Dhi el Kaada 1392 (h.), correspondant au 13-18 décembre 1972	233
<i>Annexe 18.</i> Procès verbal des réunions de la première session de la haute commission mixte entre la République arabe libyenne et la République tunisienne (tenues du 30 janvier au 2 février 1973 à Tripoli et du 4 au 7 juin 1973 à Tunis)	238
<i>Annexe 19.</i> Procès-verbal des réunions de la commission du plateau continental qui se sont déroulées entre la République tunisienne et la République arabe libyenne à Tunis du 13 au 20 mars 1973	240

	<i>Page</i>
<i>Annexe 20.</i> Résultat des travaux des commissions mixtes tuniso-libyennes tenues à Tunis du 13 au 20 mars 1973	243
<i>Annexe 21.</i> Note verbale 296/75 du 26 juillet 1975 de l'ambassade tunisienne à Tripoli au ministère libyen de l'unité et des affaires étrangères	245
<i>Annexe 22.</i> Note verbale libyenne 1/2/15/724 du 31 juillet 1975 adressée à la haute représentation tunisienne	245
<i>Annexe 23.</i> Lettre 409/75 du 12 août 1975 de la haute représentation de Tunisie à Tripoli au ministère des affaires étrangères	246
<i>Annexe 24.</i> Note verbale 980 du 15 mars 1976 du ministère tunisien des affaires étrangères à la haute représentation de la République arabe libyenne	248
<i>Annexe 25.</i> Note verbale 3/14/5/245 du 30 mars 1976 de la haute représentation de la République arabe libyenne au ministère des affaires étrangères	250
<i>Annexe 26.</i> Note verbale 1/5/23/A/2 du 30 mars 1976 du ministère libyen des affaires étrangères à la haute représentation tunisienne	251
<i>Annexe 27.</i> Note verbale 563 du 13 avril 1976	253
<i>Annexe 28.</i> Note verbale 38/1/10/1416 du 10 avril 1976	255
<i>Annexe 29.</i> Note verbale 41/L/11/1630 du 15 avril 1976	256
<i>Annexe 30.</i> Avis maritime tunisien du 26 février 1976	257
<i>Annexe 31.</i> Note verbale 1/5/123/2/286 du 18 avril 1976 du ministère libyen des affaires étrangères	258
<i>Annexe 32.</i> Note verbale 41/L/11/1767 du 24 avril 1976	259
<i>Annexe 33.</i> Note verbale 1/7/7/6 du 2 mai 1976	260
<i>Annexe 34.</i> Mémoire du 3 mai 1976 sur la délimitation du plateau continental entre la Tunisie et la Libye	261
<i>Annexe 35.</i> Note verbale 2062 du 13 mai 1976	263
<i>Annexe 36.</i> Note verbale 2063 du 13 mai 1976	264
<i>Annexe 37.</i> Note verbale 38/5/6/2358 du 3 juin 1976	265
<i>Annexe 38.</i> Note verbale 2584 du 21 juin 1976	266
<i>Annexe 39.</i> Déclaration conjointe de la République tunisienne et de la République arabe libyenne en date du 24 août 1976	267
<i>Annexe 40.</i> <i>Spécial Tripoli</i> du 1 ^{er} septembre 1976	267
<i>Annexe 41.</i> Procès-verbal de la réunion de Tripoli du 13 au 20 septembre 1976	268
<i>Annexe 42.</i> Compte rendu de la deuxième phase des négociations tuniso-libyennes relatives au recours à la Cour internationale de Justice (Tunis, 12-21 octobre 1976)	269
<i>Annexe 43.</i> Note verbale 7/8/41/258 du 18 janvier 1977	272
<i>Annexe 44.</i> Note 7/8/41/453 du 1 ^{er} février 1977	272
<i>Annexe 45.</i> Note du 13 février 1977 de la haute représentation de Tunisie	273
<i>Annexe 46.</i> Note verbale 41/493 du 8 février 1977	274
<i>Annexe 47.</i> Message de l'ambassade de Tunisie à Tripoli du 14 février 1977	276
<i>Annexe 48.</i> Sommation n° 54 du 16 février 1977 au commandant de la plate-forme de forage <i>Scarabeo IV</i>	276
<i>Annexe 49.</i> Procès-verbal dressé à l'encontre du commandant de la plate-forme <i>Scarabeo IV</i>	277
<i>Annexe 50.</i> Message 228 du 17 février 1977	278
<i>Annexe 51.</i> Lettre de Total Exploration Tunisie du 29 mars 1977	279

	<i>Page</i>
<i>Annexe 52.</i> Lettre de SEPEG du 12 mai 1977	280
<i>Annexe 53.</i> Telex 75361 du 18 février 1977	281
<i>Annexe 54.</i> Lettre du président de l'ENI en date du 24 février 1977	282
<i>Annexe 55.</i> Déclaration du commandant Jalloud du 15 mars 1977	283
<i>Annexe 56.</i> Messages 130 et 131 de l'ambassade de Tunisie à Rome	284
<i>Annexe 57.</i> Message 575 du 12 mai 1977 du ministère des affaires étrangères	286
<i>Annexe 58.</i> Note 2051 du 27 mai 1977	287
<i>Annexe 59.</i> Message CAB/2707 du 27 mai 1977 au Président du Conseil de sécurité et au Secrétaire général de l'ONU	289
<i>Annexe 60.</i> Message CAB/2735 du 28 mai 1977 au Secrétaire général de l'OUA	291
<i>Annexe 61.</i> Note adressée le 29 mai 1977 par le ministère des affaires étrangères de la République tunisienne à M. le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes	293
<i>Annexe 62.</i> Déclaration du porte-parole officiel du secrétariat aux affaires étrangères du 29 mai 1977	295
<i>Annexe 63.</i> Message de presse 529 en date du 31 mai 1977	296
<i>Annexe 64.</i> Note verbale libyenne du 30 mai 1977 au Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes	297
<i>Annexe 65.</i> Discours du colonel Kaddafi du 2 juin 1977	299
<i>Annexe 66.</i> Message de presse 2812 du 5 juin 1977	302
<i>Annexe 67.</i> Message de presse 2814 du 6 juin 1977	303
<i>Annexe 68.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères tunisien du 10 juin 1977 et lettre du secrétaire aux affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste du 20 décembre 1977	304
<i>Annexe 69.</i> Procès-verbal de l'échange des instruments de ratification du compromis relatif à la soumission de la gestion du plateau continental entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste à la Cour internationale de Justice	304
<i>Annexe 70.</i> Consultation juridique d'un cadî de Sfax en date du 22 Dhoul Hijja 1295 de l'hégire contenant les textes des décrets beylicaux de Ali Bey (Joumada II 1186) et de Hammouda Pacha (Moharrem 1197)	305
<i>Annexe 71.</i> Commission arbitrale chargée de définir et d'arbitrer le litige né entre les collectivités des Ouled Yaneg et des Ouled Gacem à l'occasion de l'usage de pêcheries situées à Kerkennah	308
<i>Annexe 72.</i> Exemple d'un titre de propriété sur des pêcheries des environs de Kerkennah	312
<i>Annexe 73.</i> Acte notarié de location d'une pêcherie des environs d'Adjim à Djerba en date du 19 septembre 1895	315
<i>Annexe 74.</i> Acte notarié de vente d'une pêcherie des environs des Kerkennah en date du 20 janvier 1916	316
<i>Annexe 75.</i> Procès-verbal de la commission d'examen des titres des pêcheries (26 mai 1930)	318
<i>Annexe 76.</i> Texte du décret du 28 août 1897 sur la police de la pêche maritime	320
<i>Annexe 77.</i> Instruction sur le service de la navigation et des pêches maritimes du 31 décembre 1904	325
<i>Annexe 78.</i> Texte du décret du 24 septembre 1885 relatif au domaine public	373

	<i>Page</i>
<i>Annexe 79.</i> Décret du 15 avril 1906 réglementant la pêche maritime côtière	375
<i>Annexe 80.</i> Correspondance du résident général de France en Tunisie au ministère français des affaires étrangères en date du 4 juillet 1902 relative à l'établissement d'une zone de surveillance de pêche des éponges dans le golfe de Gabès	385
<i>Annexe 81.</i> Consultation de sir Travers Twiss, « Law Officer » de la Couronne (18 juillet 1871).	387
<i>Annexe 82.</i> Note au sujet de la possession du Gouvernement tunisien sur les bancs d'éponges du golfe de Gabès (1 ^{er} août 1911).	388
<i>Annexe 83.</i> Texte de la convention du 23 mars 1870 relatif à la dette étrangère de la Régence	390
<i>Annexe 84.</i> Texte du décret du 26 juillet 1951 portant refonte de la législation de la police et de la pêche maritime	395
<i>Annexe 85.</i> Texte de la loi n° 63-49 du 30 décembre 1963 portant modification du décret du 26 juillet 1951 portant refonte de la législation de la police de la pêche	408
<i>Annexe 86.</i> Texte de la loi n° 73-49 du 2 août 1973 portant délimitation des eaux territoriales tunisiennes.	410
<i>Annexe 87.</i> Décret du 16 juillet 1906 relatif à la pêche des poulpes et décret du 17 juillet 1906 relatif à la pêche des éponges	411
<i>Annexe 88.</i> Décret du 20 février 1920 réglementant la pêche aux arts trainants	417
<i>Annexe 89.</i> Procès-verbaux des contraventions commises par des pêcheurs étrangers dans les eaux réservées tunisiennes.	419
<i>Annexe 90.</i> Décret du 19 avril 1892 relatif à la protection de l'industrie de la pêche dans les eaux territoriales tunisiennes	428
<i>Annexe 91.</i> Décret du 11 janvier 1895 sur la pêche des éponges et des poulpes	429
<i>Annexe 92.</i> Traité de fraternité et de bon voisinage conclu entre le Royaume de Libye et le Royaume de Tunis	431
<i>Annexe 93.</i> Convention d'établissement du 14 juin 1961 entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Libye	433
<i>Annexe 94.</i> Convention de délimitation des frontières entre la Tunisie et la Tripolitaine du 19 mai 1910	436
<i>Annexe 95.</i> Mémoire préparé par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	439

Memorial of the Libyan Arab Jamahiriya

INTRODUCTION	455
PREFATORY NOTE	458
PART I. THE FACTS	459
Chapter I. General historical background.	459
Chapter II. Specific history of the boundaries	462
Chapter III. General history of discussions between the Parties	466
Chapter IV. Question of maritime limits	474
Chapter V. Physical circumstances characterizing the area	479
Introduction	479
Section I. Geological and related features	479
A. Geology	479

	<i>Page</i>
B. Geomorphology and bathymetry	481
C. Lithology	481
Section 2. Geographical and related features	482
PART II. THE LAW	485
Chapter I. Basic principles	485
Chapter II. Significance of physical features	488
Chapter III. Equitable principles and the inequitable consequences of applying the equidistance method	490
Chapter IV. State practice.	493
PART III. APPLICATION OF THE LAW TO THE FACTS	495
Chapter I. Application of the natural prolongation concept in the present case	495
Introduction	495
Section 1. Geological and geomorphological features of the area.	495
Section 2. Geographical aspects	496
A. Geographic configuration	496
B. Land boundary projection	496
Chapter II. Application of the equidistance method would be in- equitable and inappropriate	501
Introduction	501
Section 1. The Tunisian claims.	501
Section 2. The Tunisian straight baselines of 1973	502
A. Straight baselines : Article 4.	503
B. The straight closing lines for bays : Article 7.	504
C. Historic bays.	505
Section 3. The asserted "rule" of strict equidistance invoked by Tunisia during discussions.	506
A. Legal principles	506
B. Relevant circumstances characterizing the area and mak- ing an equidistance line inequitable	509
C. Anomaly of the east-facing Tunisian coast in relation to the predominantly north-facing North African coast	510
D. Geographical relationship of Tunisia and Libya as "adja- cent" States	510
E. Special geographical features of the respective coast lines	511
(i) Island of Djerba	511
(ii) Gulf of Gabes	511
(iii) Kerkennah Islands	512
(iv) Ras Kaboudia promontory	512
F. Legal principles relating to special geographical features	513
PART IV. SUMMARY.	515
SUBMISSIONS	516
 <i>Annexes to the Memorial of the Libyan Arab Jamahiriya</i>	
<i>Annex-I. Documents</i>	<i>518</i>
<i>Annex I-1. Letter dated 14 February 1979 from the Secretary for Foreign Affairs of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya</i>	

	<i>Page</i>
to the Registrar of the International Court of Justice, The Hague. Copy of the Special Agreement in Arabic. Translation of the Special Agreement into English certified as accurate.	518
<i>Annex I-2.</i> Copy of the French translation of the Special Agreement as submitted to the Registrar by the Tunisian Minister for Foreign Affairs	518
<i>Annex I-3.</i> Text of the 1910 Convention of Delimitation between Tunisia and Tripolitania	518
<i>Annex I-4.</i> Page 141 of Ian Brownlie, <i>African Boundaries</i> , London, C. Hurst and Co., 1979	519
<i>Annex I-5.</i> Page 374 of André Martel, <i>Les confins saharo- tripolitains de la Tunisie</i> , tome I, Paris, Presses universitaires de France, 1965	519
<i>Annex I-6.</i> "Northern Africa", photographic copy of a map published in London (1814), appearing in <i>Pinkerton's Modern Atlas: "Mittel- und Nord-Africa und Arabien - Westliches Blatt" (1830)</i> and "Mittel- und Nord-Africa - Westl. Theil" (1867), photocopies of German maps appearing in <i>Stieler's Handatlas</i>	519
<i>Annex I-7.</i> Map attached to the 1910 Convention on Delimitation between Tunisia and Tripolitania	519
<i>Annex I-8.</i> Pages 1 and 2 of <i>International Boundary Study: Libya- Tunisia Boundary</i> , Washington DC, Office of the Geographer, US Department of State, No. 121	519
<i>Annex I-9.</i> A. Arabic text of 1955 Libyan Petroleum Law No. 25. B. English text of Articles 1 through 9 (8), 10, 19, 23 and 24 of Libyan Petroleum Law No. 25	520
C. Arabic text of 1955 Libyan Petroleum Regulation No. 1	526
D. English text of Articles 1 through 6 of 1955 Libyan Petroleum Regulation No. 1	526
<i>Annex I-10.</i> 1976 Tunisian Memorandum	529
<i>Annex I-11.</i> Joint communiqué of Libya and Tunisia issued on 24 August 1976	529
<i>Annex I-12.</i> Tunisian note dated 10 June 1977	530
Libyan note dated 20 December 1977	530
<i>Annex I-13.</i> Libyan <i>note verbale</i> dated 20 December 1977	531
<i>Annex I-14.</i> Libyan Law No. 2 of 18 February 1959 concerning the delimitation of Libyan territorial waters	532
<i>Annex I-15.</i> Tunisian Law No. 62-35 of 16 October 1962	533
<i>Annex I-16.</i> Tunisian Law No. 63-49 of 30 December 1963	534
<i>Annex I-17.</i> Tunisian Law No. 73-49 of 2 August 1973	535
Tunisian Decree No. 73-527 of 3 November 1973	535
<i>Annex I-18.</i> Page 171 of <i>Mediterranean Pilot</i> , Volume I, Chapter 7, "Ras Kaboudia to Gulf of Gabes"	537
<i>Annex I-19.</i> Page 189 <i>Instructions nautiques, Afrique (côte nord)- Levant</i>	538
<i>Annex I-20.</i> Articles 4 through 11 of the 1958 Geneva Convention on the Territorial Sea and Contiguous Zone	539
<i>Annex I-21.</i> Articles 2 through 13, Articles 76 through 79 and Articles 83 through 85 of the Informal Composite Negotiating Text (Rev. 2)	541
<i>Annex I-22.</i> Colombia/Costa Rica Agreement, <i>Limits in the Seas</i> ,	

	<i>Page</i>
No. 84, 15 February 1979, Washington, DC, Office of the Geographer, US Department of State	547
<i>Annex I-23.</i> Page 663 of Gilbert C. Gidel, <i>Le droit international public de la mer</i> , Paris, 1934, Volume III	547
<i>Annex I-24.</i> Page 263 of Mitchell P. Strohl, <i>The International Law of Bays</i> , The Hague, Martinus Nijhoff, 1963	547
<i>Annex I-25.</i> Page 221 of Leo J. Bouchez, <i>The Regime of Bays in International Law</i> , Leyden, A. W. Sijthoff, 1964	547
<i>Annex I-26.</i> Extract from page 97 of <i>Yearbook of the International Law Commission</i> , 1951	548
<i>Annex I-27.</i> Libyan <i>note verbale</i> to the Ministry of Foreign Affairs, Tunisian Republic, dated 20 January 1979	550
<i>Annex I-28.</i> Glossary of Arabic place names	551
<i>Annex I-29.</i> Certification	552
<i>Annex II.</i> A Study of the Libyan-Tunisian continental shelf.	553
Chapter I. The Mediterranean Sea	553
Section 1. Introduction.	553
A. Location and general setting.	553
B. Physiography and topography.	554
Section 2. Tectonic evolution	555
Section 3. Geologic and tectonic setting	558
Chapter II. The Pelagian basin	559
Section 1. Introduction.	559
A. Location and general setting.	559
Section 2. Geologic and tectonic setting	560
A. Geologic setting	560
(i) General geology	560
(ii) Geology of the Pelagian Basin	561
(iii) Geologic history	564
(iv) Paleogeography	564
B. Tectonic setting	565
(i) General tectonic setting.	565
(ii) Tectonic framework of the Pelagian basin	565
(a) Major structural features.	565
(b) Tectonic trends	566
Section 3. Physiography and bathymetry.	567
A. Physiographical setting	567
B. Physical features of the seabed.	568
Chapter III. Conclusions	570
Bibliography	572
 Maps and Illustrations in this volume - Cartes et illustrations contenues dans le présent volume	
Propriété d'équidistance, attachée à la bissectrice d'un angle.	191
Proportionnalité de longueurs, attachée à la bissectrice.	191
Proportionnalité de surfaces, attachée à la bissectrice	192

	<i>Page</i>
Effet d'amputation	192
Propriété d'équidistance relative (bissectrice translatée)	193
Propriété de proportionnalité de longueurs (bissectrice translatée)	193
Propriété de proportionnalité de surfaces (bissectrice translatée)	194
Tracé de la bissectrice translatée (première méthode géométrique)	194
Principe de construction de la seconde méthode géométrique	195
Tracé de la première section relative à la seconde méthode géométrique	196
Tracé de la deuxième section relative à la seconde méthode géométrique	196
Portion of map attached to 1910 Convention	465
Reduction of Map No. 1 accompanying 1955 Libyan Petroleum Regulation	467
Reduction of map portraying Gambia/Senegal Agreement	497
Reduction of map portraying Colombia/Ecuador Agreement	498
Reduction of map portraying Brazil/Uruguay Agreement	499

SPECIAL AGREEMENT
COMPROMIS

COMPROMIS

ENTRE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE ET LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
POPULAIRE ET SOCIALISTE

DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT DE LA TUNISIE

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE TUNISIE AU GREFFIER DE LA COUR INTERNATIONALE
DE JUSTICE

Tunis, le 25 novembre 1978.

Au nom du Gouvernement de la République tunisienne et en me référant à l'article 40, paragraphe 1, du Statut de la Cour et à l'article 39, paragraphe 2, du Règlement de la Cour, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie certifiée conforme d'un compromis conclu

« entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe lybienne populaire et socialiste pour la soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice ».

Ce compromis a été signé à Tunis le 10 juin 1977 et est entré en vigueur, conformément à son article 5, le jour de l'échange des instruments de ratification y relatifs qui a eu lieu à Tripoli le 27 février 1978.

Il a été enregistré par la Tunisie le 7 novembre 1978 au Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte de cette Organisation.

Je vous prie également de trouver ci-joint :

- 1) Une traduction en langue française certifiée exacte du compromis en question.
- 2) Une copie certifiée conforme du procès-verbal de l'échange des instruments de ratification de ce compromis, accompagnée d'une traduction en langue française certifiée exacte.

Le compromis du 10 juin 1977 a pour objet de soumettre à la Cour un différend relatif à la délimitation du plateau continental entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.

Je crois devoir signaler que c'est à la suite de l'échec de toute une série de négociations qui ont eu lieu de 1968 à 1977 et de divers incidents que les deux Parties sont convenues de signer le compromis en question soumettant leur différend à la Cour internationale de Justice.

Je vous prie de bien vouloir soumettre à la Cour le compromis précité.

Par ailleurs, j'ai l'honneur de vous informer, conformément à l'article 40, paragraphe 3, du Règlement de la Cour, que M. Slim Benghazi, ambassadeur de la République tunisienne à La Haye, et M. Sadok Belaid, professeur agrégé à la faculté de droit de Tunis, ont été désignés respectivement comme agent et coagent et conseil du Gouvernement de la République tunisienne aux fins de la présente affaire et que l'ambassade de Tunisie à La Haye constitue, au siège

de la Cour, l'adresse permanente à laquelle doivent être envoyées les notifications et communications destinées à l'agent du Gouvernement tunisien au sujet de la présente affaire.

Vu: Pour la légalisation¹ de la signature apposée ci-contre par M. Mohamed Fitouri, ministre des affaires étrangères. Pour le Premier ministre et par délégation spéciale,

l'attaché de cabinet,
(Signé) Mahmoud KAMOUN.

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

Pièces jointes :

1. Copie certifiée conforme et traduction en langue française certifiée exacte du compromis du 10 juin 1977.
2. Copie certifiée conforme et traduction en langue française certifiée exacte du procès-verbal de l'échange des instruments de ratification du compromis du 10 juin 1977, survenu le 27 février 1978.
3. Copie certifiée conforme et traduction en langue française certifiée exacte de l'instrument de ratification par la Jamahiriya arabe libyenne du compromis du 10 juin 1977.
4. Copie certifiée conforme et traduction certifiée exacte de l'instrument de ratification par la République tunisienne du compromis du 10 juin 1977.

¹ Les certifications des pièces jointes portent la même légalisation (voir également p. 20). [Note du Greffe.]

Pièce jointe n° 1**COPIE CERTIFIÉE CONFORME
ET TRADUCTION EN LANGUE FRANÇAISE CERTIFIÉE EXACTE
DU COMPROMIS DU 10 JUIN 1977**

Tunis, le 25 novembre 1978.

Je soussigné certifie que le texte de l'instrument joint en annexe à la présente et marqué « A » est la copie conforme et complète d'un compromis signé à Tunis le 10 juin 1977 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et portant « soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de justice ».

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

المسألة - 5 -

=====

تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ اعتباراً من تاريخ تصادق
وثائق التصديق عليها ويخطر بها مسجل المحكمة من قبل الطرفين
أولاً منهما .

حسرت بمدينة تونس في نسختين أصليتين باللغة العربية بتاريخ
23 جمادى الثانية 1397 الموافق لـ 10 يونيو 1977 .

عبد السلام التريكي
دكتور علي عبد السلام التريكي
أمين الخارجية
في الجماهيرية العربية الليبية الشعبية
الاشتراكية

الحبيب الشطوي
وزير الشؤون الخارجية
في حكومة الجمهورية التونسية

قصد إبرام اتفاقية في هذا الصدد .

المادة 3 -

=====

في حالة عدم التوصل إلى الاتفاق المذكور في المادة الثانية خلال مدة ثلاثة اشهر قابلة للتجديد باتفاق الطرفين من تاريخ صدور قرار المحكمة، يرجع الطرفان معا إلى المحكمة ويطلبان منها اية تفسيرات أو إيضاحات تسهل مهمة الوفدين في التوصل إلى الخط الفاصل بين منطقتي الجرف القاري ويلتزم الطرفان بقرار المحكمة وتفسيراتها وإيضاحاتها .

المادة 4 -

=====

أ- تتكون الاجراءات من مرافعات تحريرية وأخرى شفوية .
ب- مع عدم الاخلال بأية مسائل قد تظهر وتتعلق بادلة الاثبات ، فإن المرافعات التحريرية تتكون من الوثائق التالية :

أولا - مذكرات تقدم للمحكمة وتبادل بين الطرفين خلال مدة اقصاها (18) ثمانية عشر شهرا من تاريخ اخطار سجل المحكمة بهذه الاتفاقية .

ثانيا - ردود تقدم إلى المحكمة من قبل الطرفين وتبادل بينهما وفقسما للاتسي : تقدم الجمهورية التونسية رد ما خلال (6) ستة اشهر بعد تاريخ ابلاغ المذكرة إليها من قبل المحكمة . وتقدم الجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية رد ما خلال (8) ثمانية اشهر من تاريخ ابلاغ المذكرة إليها من قبل المحكمة .

ثالثا - مذكرات تحريرية اضافية هد الاقتضاء تقدم إلى المحكمة ويتم تبادلها خلال مدد تحددها المحكمة بناء على طلب أي من الطرفين أو هدما تقرر المحكمة ذلك بعد التشاور بين الطرفين .

ج- تقرر مسألة نظام الكلمة في المرافعات الشفوية باتفاق ثنائي بين الطرفين ومهما كان نظام الكلمة المقبول فانه يجب ألا يخل بأية مسائل تتعلق بظهور الاثبات .

- A -

اتفاقية جامعة

مصر

الجمهورية التونسية

والجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية

لاحالة مسالة الجرف القاري بين البلدين

مكتملة المدل الدولية

==*

ان وزارة الشؤون الخارجية في حكومة الجمهورية التونسية ، واملت
الخارجية بالجامعة العربية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية ، قد اتفقتا على اللجوء
الى محكمة المدل الدولية وفقا لما يلي :

1- المسادة

=====

المطلوب من المحكمة ان تصدر قرارها حول الموضوع التالي :

ما هي مبادئ وقواعد القانون الدولي التي يمكن تطبيقها لتعديد منطقة
الجرف القاري التابعة للجمهورية التونسية ومنطقة الجرف القاري التابعة
للجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية ، وان تحدد المنطقة حدد التنازل
قرارها بمادتي^١ الاضاف ، وما تتميز به المنطقة من ظروف خاصة بهما ، وكذلك
الاتجاهات الحديثة المقبولة في المؤتمر الثالث للقانون البحار .

كما يطلب ايضا من المحكمة توضيح الطريقة العملية لتطبيق هذه المبادئ^٢
والقواعد في هذه الحالة بالذات ، حتى يمكن ضمراء البلد بين من تعدد
ذلك المناطق بدون اية معوقات .

المسادة 2-

=====

على اثر صدور قرار المحكمة يُلغى الطرفين لتطبيق هذه المبادئ^٣ والقواعد
لايجاد خطة تعدد منطقة الجرف القاري التابعة لكل من البلد

Tunis, le 25 novembre 1978.

Je soussigné certifie que le texte ci-joint et marqué « B » est la traduction exacte d'un compromis rédigé en langue arabe et signé à Tunis le 10 juin 1977 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et portant « soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice ».

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

- B -

COMPROMIS

ENTRE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE ET LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE POUR LA SOUMISSION DE LA QUESTION DU PLATEAU CONTINENTAL ENTRE LES DEUX PAYS À LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Le ministère des affaires étrangères du Gouvernement de la République tunisienne et le secrétariat aux affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sont convenus de recourir à la Cour internationale de Justice conformément à ce qui suit :

Article 1

Il est demandé à la Cour de rendre son arrêt dans l'affaire suivante :

Quels sont les principes et règles du droit international qui peuvent être appliqués pour la délimitation de la zone du plateau continental appartenant à la République tunisienne et de la zone du plateau continental appartenant à la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et, en prenant sa décision, de tenir compte des principes équitables et des circonstances pertinentes propres à la région, ainsi que des tendances récentes admises à la troisième Conférence sur le droit de la mer.

De même, il est demandé également à la Cour de clarifier avec précision la manière pratique par laquelle lesdits principes et règles s'appliquent dans cette situation précise, de manière à mettre les experts des deux pays en mesure de délimiter lesdites zones sans difficultés aucunes.

Article 2

Dès que l'arrêt de la Cour est rendu, les deux Parties se réuniront pour la mise en application desdits principes et règles pour déterminer la ligne de délimitation de la zone du plateau continental appartenant à chacun des deux pays et ce aux fins de la conclusion d'un traité relatif à cette matière.

Article 3

Dans le cas où il n'aura pas été possible d'aboutir à l'accord mentionné à l'article 2 dans une période de trois mois, renouvelable par accord des deux Parties, à partir de la date de la parution de l'arrêt de la Cour, les deux Parties reviendront ensemble à la Cour et lui demanderont tous éclaircissements ou explications facilitant la tâche des deux délégations pour parvenir à la ligne séparant les deux zones du plateau continental et les deux Parties s'engagent à se conformer à l'arrêt de la Cour et à ses explications et éclaircissements.

Article 4

A. La procédure est constituée de plaidoiries écrites et de plaidoiries orales.
B. Sans préjuger aucune question pouvant survenir relativement aux moyens de la preuve, les plaidoiries écrites sont constituées des documents suivants :

1) Des mémoires à soumettre à la Cour et à échanger entre les deux Parties dans une période n'excédant pas dix-huit mois (18) à partir de la date de notification du présent compromis au Greffier de la Cour.

2) Des contre-mémoires à soumettre à la Cour par les deux Parties et à échanger entre elles conformément à ce qui suit : la République tunisienne soumettra son contre-mémoire dans les six mois (6) après la date à laquelle elle aura reçu notification du mémoire de la part de la Cour ; la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste soumettra son contre-mémoire dans les huit mois (8) à partir de la date à laquelle elle aura reçu notification du mémoire de la part de la Cour.

3) En cas de nécessité, des mémoires écrits additionnels à soumettre à la Cour et dont l'échange doit s'effectuer dans les délais qui seront fixés par la Cour à la demande de l'une ou l'autre Partie ou lorsque la Cour en décide ainsi après consultation entre les deux Parties.

C. La question de l'ordre de prise de parole pour les plaidoiries orales sera décidée par accord mutuel entre les Parties et, quel que soit l'ordre de prise de parole adopté, cet ordre ne doit pas préjuger aucune question relative à la charge de la preuve.

Article 5

Le présent compromis entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des instruments de sa ratification et sera notifié au Greffier de la Cour par les deux Parties ou par l'une ou l'autre d'entre elles.

Fait à Tunis en deux textes originaux en langue arabe le 23 Joumada II 1397 correspondant au 10 juin 1977.

(Signé) Habib CHATTY,
ministre des affaires étrangères
du Gouvernement
de la République tunisienne.

(Signé) Docteur Ali Abdessalam TRIKI,
secrétaire aux affaires étrangères
de la Jamahiriya arabe libyenne
populaire et socialiste.

Pièce jointe n° 2

COPIE CERTIFIÉE CONFORME ET TRADUCTION
EN LANGUE FRANÇAISE CERTIFIÉE EXACTE DU PROCÈS-VERBAL
DE L'ÉCHANGE DES INSTRUMENTS DE RATIFICATION DU
COMPROMIS DU 10 JUIN 1977. SURVENU LE 27 FÉVRIER 1978

Tunis, le 25 novembre 1978.

Je soussigné certifie que le texte de l'instrument joint en annexe et marqué « C » est la copie conforme et complète du procès-verbal signé à Tripoli le 27 février 1978 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et relatif à l'échange des instruments de ratification du compromis signé à Tunis le 10 juin 1977 portant « soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice ».

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

- C -

محضر

تبادل وثائق التصديق

على

الاتفاقية الخاصة بحالة مسألة الجرف القارى

بين الجمهورية التونسية و الجمهورية العربية

الليبية الشعبية الاشتراكية الى محكمة

العدل الدولية

تم بمدينة طرابلس بتاريخ ١٩٩ ربيع الاول ١٣٩٨ هـ الموافق ٢٧ فبراير ١٩٧٨م بين كل من السيد محمد الفيتورى وزير الشؤون الخارجية بالجمهورية التونسية و الدكتور على عبد السلام التريكى امين الخارجية بالجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية تبادل وثائق التصديق على الاتفاقية الخاصة بحالة مسألة الجرف القارى بين البلدين الى محكمة العدل الدولية .

واثباتا لما تقدم فقد وقع هذا المحضر من سختين أصليتين باللغتين

العربية .

(الدكتور : على عبد السلام التريكى
امين خارجية الجمهورية العربية
الليبية الشعبية الاشتراكية

(محمد الفيتورى)
وزير الشؤون الخارجية
بالجمهورية التونسية

PROCÈS-VERBAL DE L'ÉCHANGE DES INSTRUMENTS DE RATIFICATION DU COMPROMIS RELATIF À LA SOUMISSION DE LA QUESTION DU PLATEAU CONTINENTAL ENTRE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE ET LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE À LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Il a été procédé, en la ville de Tripoli et à la date du 19 Rabia I^{er} 1398 (H.) correspondant au 27 février 1978 (A. D.) entre MM. Mohamed Fitouri, ministre des affaires étrangères de la République tunisienne, et le docteur Ali Abdessalam Triki, secrétaire aux affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, à l'échange des instruments de ratification du compromis relatif à la soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice.

En confirmation de ce qui précède, les deux (ministres) ont signé le présent procès-verbal en deux copies originales en langue arabe.

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

(Signé) Docteur Ali Abdessalam TRIKI,
secrétaire aux affaires étrangères
de la Jamahiriya arabe libyenne
populaire et socialiste.

Je soussigné certifie que le texte ci-dessus est la traduction exacte du procès-verbal du 27 février 1977, rédigé en langue arabe et relatif à l'échange des instruments de ratification du compromis du 10 juin 1977 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et portant « soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice ».

Tunis, le 25 novembre 1978.

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

Pièce jointe n° 3

COPIE CERTIFIÉE CONFORME ET TRADUCTION
EN LANGUE FRANÇAISE CERTIFIÉE EXACTE DE L'INSTRUMENT
DE RATIFICATION PAR LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
POPULAIRE ET SOCIALISTE DU COMPROMIS DU 10 JUIN 1977

Tunis, le 25 novembre 1978.

Je soussigné certifie que le texte ci-joint et marqué « D » est la copie conforme et complète de l'instrument de ratification par la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste du compromis signé le 10 juin 1977 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste pour « la soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice ».

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

- D -

وثيقة تصديق

مممم

أنا الدكتور طي عبد السلام التركي أمين الخارجية بالجمهورية العربية السورية اللببية الشعبية الاشتراكية، استنادا الى مصادقة مؤتمر الشعب العام طي الاطافمة الخاصة بهنن الجماهيرية العربية اللببية الشعبية الاشتراكية والجمهورية التونسية لاحالة مسألة الجرف القارى بين البلدين اللببى محكمة العدل الدولية خلال دور انعقادها الثالث .

أطن تصديق الجماهيرية العربية اللببية الشعبية الاشتراكية طى الاطافمة المذكورة أعلاه .

واثباتا لما تقدم فقد وقعت وختمت وثيقة التصديق هذه بختتم أمانة الخارجية بطرابلس فى اليوم الثامن والعشرين من شهر محرم ١٣٩٨هـ الموافق لليوم السابع من شهر يناير ١٩٧٨ م .

عليه السلام
الدكتور - طي عبد السلام التركي

أمين الخارجية

INSTRUMENT DE RATIFICATION

Je, docteur Ali Abdessalam Triki, secrétaire aux affaires étrangères de la Jamahiriya libyenne populaire et socialiste, vu la ratification par le Congrès général du peuple lors de sa troisième session du compromis entre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et la République tunisienne relatif à la soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice.

Proclame la ratification par la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste du compromis précité.

En confirmation de ce qui précède, j'ai donc signé et scellé le présent instrument de ratification du sceau du secrétariat aux affaires étrangères, à Tripoli, le 28^e jour du mois de Moharrem 1398 (H.) correspondant au 7^e jour du mois de janvier 1978 (A. D.).

(Signé) Docteur Ali Abdessalam TRIKI,
secrétaire aux affaires étrangères.

Je soussigné certifie que le texte ci-dessus est la traduction exacte de l'instrument de ratification par la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste du compromis signé le 10 juin 1977 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste portant « soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice ».

Tunis, le 25 novembre 1978.

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

Pièce jointe n° 4

COPIE CERTIFIÉE CONFORME ET TRADUCTION
EN LANGUE FRANÇAISE CERTIFIÉE EXACTE DE L'INSTRUMENT
DE RATIFICATION PAR LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
DU COMPROMIS DU 10 JUIN 1977

Tunis, le 25 novembre 1978.

Je soussigné certifie que le texte ci-joint et marqué « E » est la copie conforme et complète de l'instrument de ratification par la République tunisienne du compromis signé le 10 juin 1977 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste pour « la soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice ».

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

نحسن الحبيب بورقيبة رئيس الجمهورية التونسية

نظرا الى أن اتفاقية خاصة بين الجمهورية التونسية
والجمهورية العربية الليبية الاشتراكية لاجالة مسألة الجرف القاري
بين البلدين الى محكمة العدل الدولية وقّع عليها بتونس
في 23 جادى الثانية 1397 الموافق لـ 10 جوان 1977 ،

والى أن المادة 5 من هذه الاتفاقية تنص على دخول
الاتفاقية حيز النفاذ اعتبارا من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها .

وبعد اصدارنا القانون عدد 67 لسنة 1977 المؤرخ في
16 نوفمبر 1977 الموافق لـ 5 ذى الحجة 1397 والمصادرة على تلك
الاتفاقية .

نصرّح بمقتضى هذه الوثيقة أن الاتفاقية المذكورة
صدرت المصادقة عليها وفقا للنظم الدستورية السارية المفعول
بالجمهورية التونسية وتتعهد بتنفيذ أحكامها والامر بمراعاتها
دون انتهاك حرمتها .

واشهادا على ما تقدم وقعا هذه الوثيقة وأمرنا
بوضع ختام الجمهورية عليها .

وحرر بقريطاج في 19 ذى الحجة 1397
الموافق لـ 30 نوفمبر 1977

Tunis, le 25 novembre 1978.

Je soussigné certifie que le texte ci-joint et marqué « F » est la traduction exacte de l'instrument de ratification par la République tunisienne du compromis signé le 10 juin 1977 entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste portant soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice.

(Signé) Mohamed FITOURI,
ministre des affaires étrangères
de la République tunisienne.

- F -

Nous Habib Bourguiba. Président de la République tunisienne.

Considérant qu'un compromis entre la République tunisienne et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste pour la soumission de la question du plateau continental entre les deux pays à la Cour internationale de Justice a été signé à Tunis le 23 Joumada II 1397 correspondant au 10 juin 1977,

Et que l'article 5 de ce compromis dispose que celui-ci entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des instruments de sa ratification.

Et étant donné la promulgation de la loi n° 67 de l'année 1977 datée du 16 novembre 1977 correspondant au 5 Dhi-El-Hajjah 1397 ratifiant ledit compromis.

Déclarons par le présent acte que le compromis précité a été ratifié conformément aux règles constitutionnelles en vigueur dans la République tunisienne et nous engageons à en exécuter les clauses et à ordonner qu'elles soient scrupuleusement et intégralement respectées.

En foi de quoi nous avons signé le présent acte et ordonné qu'il soit revêtu du sceau de la République.

Fait à Carthage le 19 Dhi-El-Hajjah 1397 correspondant au 30 novembre 1977.

(Signé) Habib BOURGUIBA.

ARRÊTÉ DU PREMIER MINISTRE DU 29 OCTOBRE 1973
HABILITANT M. MAHMOUD KAMOUN À LÉGALISER
LES SIGNATURES DES MINISTRES

Le Premier ministre.

Vu le décret du 23 février 1956 relatif à la légalisation des signatures des autorités tunisiennes.

Vu le décret n° 70-216 du 26 juin 1970 autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature.

Arrête :

Article unique. Monsieur Mahmoud Kamoun, sous-directeur au premier ministère, est habilité à légaliser les signatures des ministres et des fonctionnaires apposées sur les actes administratifs.

Tunis, le 29 octobre 1973.

Le Premier ministre,
(Signé) Hédi NOUIRA.

SPECIAL AGREEMENT

BETWEEN THE REPUBLIC OF TUNISIA AND THE SOCIALIST PEOPLE'S
LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA

FILED BY THE GOVERNMENT OF THE LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA

THE SECRETARY FOR FOREIGN AFFAIRS
OF THE LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA TO THE REGISTRAR OF
THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

Tripoli, 14 February 1979.

I have the honour to acknowledge your letter No. 62325 dated 1 December 1978, with its accompanying documents, received by the Secretariat of Foreign Affairs of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya in Tripoli on 10 January 1979.

I enclose a certified copy of the original in Arabic of the Special Agreement between the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya and the Republic of Tunisia, signed in Tunis on 10 June 1977 and ratified by both Parties.

I enclose an English translation of the original authentic Arabic text, certified as accurate by the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya. To the extent that there are discrepancies between this English translation of the Special Agreement and the French translation certified by the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Tunisia on 25 November 1978, I reserve the position of my Government with regard to those discrepancies in the translations.

I further have the honour to inform you, pursuant to Article 40 of the Rules of Court, that the Agent and Co-Agent for the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya are Mr. Ambassador Kamel H. El Maghur and Mr. Suleiman A. Ateiga, Minister Plenipotentiary in the Permanent Mission of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya in Geneva.

I should be grateful if, pending the establishment of an address in The Hague, communications concerning the case were addressed to the Agent/Co-Agent at the Permanent Mission of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya to the United Nations Office in Geneva : 22 chemin François-Lehmann, 1218 Grand-Saconnex.

(Signed) Dr. Ali A. TREKI,
Secretary of Foreign Affairs
of the Socialist People's Libyan
Arab Jamahiriya.

CERTIFIED COPY AND CERTIFIED ENGLISH TRANSLATION
OF THE SPECIAL AGREEMENT OF 10 JUNE 1977

جاً تطوّر سائر نظام الكفالة في المرامات الدفعية باطلاق نتائجها
بين الطرفين وبما كان نظام الكفالة المعمول فانه يجب الا يكتف
بالدولة سائر تعامل بطريق الاوصاف.

المادة (5)

قد غفل هذه الاطراف حيز انعقاد اجتماعها من طبع مصادره
ووافق المصدق عليها بخطوطها سجل المكتبة من هـ
الطرفين او اى منهما .

حوت بصدقة تونس لى ستمين ايلولين بالذات المبرمجة
بالتاريخ 23 جرادى الثانية 1397 الموافق لـ 10 يونيو 1977 .

مصدق عليه
مصدق عليه

عنه
عنه

الموسى المظفرى

دكتور طي عد السلام التونسي

فبالتاريخ المبرمجة

امس المبرمجة

في حكومة الجمهورية التونسية

في الجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية

لمد ابرام اتفاقية في هذا الصدد .

المادة (3)

في حالة عدم التوصل الى الاطاق المذكور في المادة الثانية عشرة خلال مدة ثلاثة اشهر قابلة للتجديد باطاق الطرفين من تاريخ صدور قرار المحكمة ، يرجع الطرفان معا الى المحكمة وظلها ان طبأ اية تغييرات او ايضاحات تسهل مهمة البلدين في التوصل الى الخط الفاصل بين منطقتي الجرف القاري وتلتزم الطرفان بتسرار المحكمة وتيسيراتهما وايضاحاتهما .

المادة (4)

(أ) تتكون الاجراءات من مرافعات تحريرية واخرى شفوية .
 (ب) مع عدم الاخلال باية مسائل قد تظهر وتعلق بادلة الاصابات ، فان المرافعات التحريرية تكون من النطاق التالية :
أولاً - ذكرات تقدم للمحكمة وتبادل بين الطرفين خلال مدة اقصاها (18) ثمانية عشر شهرا من تاريخ اخطار سجل المحكمة بهذه الاطافعة .

ثانياً - ردود تقدم الى المحكمة من قبل الطرفين وتبادل بينهما وفقا للاتى : تقدم الجمهورية التونسية ردها خلال (6) ستة اشهر بعد تاريخ ابلاغ الذكرة اليها من قبل المحكمة . وتقدم الجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية ردها خلال (8) ثمانية اشهر من تاريخ ابلاغ الذكرة اليها من قبل المحكمة .

ثالثاً - ذكرات تحريرية اضافية عند الاقتضاء

تقدم الى المحكمة وهم تبادلها خلال مدد تحددها المحكمة بناء على طلب اى من الطرفين او عندما ظهر المحكمة ذلك بعد التشاور بين الطرفين .

اتفاقية خاصة بين

الجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية
والجمهورية التونسية

لا حالة مسألة الجوف الثاوي بين البلدين التي

مكتمة المسد ل الدول

==

ان اعادة الخارجية بالجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية ،
مطارة المورق الخارجية في مكتمة الجمهورية التونسية ، كتد
اطلة مثل اللجو ان مكتمة المدل الدولة وفقا لما يلي :

المادة (1)

المطلوب من المكتمة ان صدر قرارها حول التوسيع
التالي :

ط هي حادي وقواعد القانون الدولي التي يمكن تطبيقها
لمديد منطقة الجوف الثاوي اضافة للجمهورية العربية الليبية
الظمية الاشتراكية ومنطقة الجوف الثاوي اضافة للجمهورية التونسية ،
وان طعة المكتمة حد اتعاذ قرارها بهادي الاضاف ، وبه تميز بـ
المنطقة من ظروف خاصة بها ، وذلك الاضافات المدبقة الحدودية
في الموضع الثالث لقانون البحار .

كما يطلب ايضا من المكتمة توضح الطريقة العملية لتطبيق
هذه الهادي والقواعد في هذه الحالة بالذات حتى يمكن ختراء البلدين
من تحديد تلك المناطق بدون اية صعوبات .

المادة (2)

مثل التوسيع قرار المكتمة يلقي الطوان لتطبيق هـ
الهادي والقواعد لاجاد خط تحديد منطقة الجوف الثاوي اضافة لكل من البلدين

...../.

SPECIAL AGREEMENT

BETWEEN THE SOCIALIST PEOPLES LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA AND THE REPUBLIC OF TUNISIA FOR THE SUBMISSION OF THE QUESTION OF THE CONTINENTAL SHELF BETWEEN THE TWO COUNTRIES TO THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

The Secretariat of Foreign Affairs of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya and the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Tunisia have agreed to have recourse to the International Court of Justice in accordance with the following :

Article 1

The Court is requested to render its judgement in the following matter :

What principles and rules of international law may be applied for the delimitation of the area of the continental shelf appertaining to the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya and to the area of the continental shelf appertaining to the Republic of Tunisia, and the Court shall take its decision according to equitable principles, and the relevant circumstances which characterize the area, as well as the new accepted trends in the Third Conference on the Law of the Sea.

Also, the Court is further requested to clarify the practical method for the application of these principles and rules in this specific situation, so as to enable the experts of the two countries to delimit these areas without any difficulties.

Article 2

Following the delivery of the judgement of the Court, the two Parties shall meet to apply these principles and rules in order to determine the line of delimitation of the area of the continental shelf appertaining to each of the two countries, with a view to the conclusion of a treaty in this respect.

Article 3

In case the agreement mentioned in Article 2 is not reached within a period of three months, renewable by mutual agreement from the date of delivery of the Court's judgement, the two Parties shall together go back to the Court and request any explanations or clarifications which would facilitate the task of the two delegations to arrive at the line separating the two areas of the continental shelf, and the two Parties shall comply with the judgement of the Court and with its explanations and clarifications.

Article 4

- (a) The proceedings shall consist of written pleadings and oral argument.
- (b) Without prejudice to any question which may arise relating to the means of proof, the written pleadings shall consist of the following documents :

First - Memorials to be submitted to the Court and exchanged between the two Parties, within a period not exceeding (18) eighteen months from the date of the notification of this Agreement to the Registrar of the Court.

Second - Counter-Memorials to be submitted to the Court by both Parties and exchanged between them as follows :

The Republic of Tunisia shall submit its Counter-Memorial within a period of (6) six months from the date on which it receives from the Court notification of the Memorial : the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya shall present its Counter-Memorial within a period of (8) eight months from the date on which it receives from the Court notification of the Memorial.

Third - If necessary, additional written pleadings to be submitted to the Court and exchanged within periods to be fixed by the Court, at the request of either Party, or, if the Court so decides, after consultation between the two Parties.

(c) The question of the order of speaking for the oral argument shall be decided by mutual agreement between the two Parties and whatever order of speaking is accepted it shall not prejudice any question relating to the presentation of proof.

Article 5

This Agreement shall enter into force on the date of exchange of the instruments of its ratification and shall be notified to the Registrar of the Court by the two Parties or by either of them.

Done in Tunis in two original copies in Arabic language this 23 Jumada Al-Thani 1397 H. corresponding to 10 June 1977:

(Signed) Dr. Ali A. TREKI.
Secretary of Foreign Affairs
of the Socialist People's Libyan Arab
Jamahiriya.

(Signed) Habib CHATTY.
Minister of Foreign Affairs
of the Government of the Republic
of Tunisia.